



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

CBD/COP/DEC/15/34*
19 décembre 2022

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE
Quinzième réunion – Deuxième partie
Montréal, Canada, 7-19 décembre 2022
Point 7 de l'ordre du jour

DÉCISION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

15/34. Budget du programme de travail intégré du secrétariat

La Conférence des Parties,

Rappelant sa décision 14/37, la décision CP-9/16 de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, ainsi que la décision 3/16 de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages,

Rappelant également sa décision EM-2/1, dans laquelle elle approuve la prolongation du budget de l'exercice biennal 2019-2020 et, à titre exceptionnel, un budget de base provisoire pour 2021,

Rappelant en outre la décision 15/1 dans laquelle elle approuve la prolongation du budget de l'exercice biennal 2019-2020 et, à titre exceptionnel, un budget de base provisoire pour 2022,

1. *Décide* d'adopter un programme de travail et un budget intégrés pour la Convention sur la diversité biologique, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages ;

2. *Décide également* de répartir tous les coûts des services de secrétariat entre la Convention, le Protocole de Cartagena et le Protocole de Nagoya dans une proportion de 72:15:13 pour l'exercice biennal 2023-2024 ;

3. *Approuve* un budget-programme de base pour la Convention s'élevant à 14 350 752 dollars des États-Unis pour l'année 2023 et à 15 634 440 dollars des États-Unis pour l'année 2024, représentant 72 pour cent du budget intégré de 19 931 600 dollars des États-Unis pour l'année 2023 et de 21 714 500 dollars des États-Unis pour l'année 2024 pour la Convention et ses Protocoles, aux fins indiquées dans les tableaux 1a et 1b ci-dessous ;

4. *Approuve* aussi l'utilisation du solde inutilisé des fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB pour l'exercice biennal 2021-2022 s'élevant à 410 000 dollars des États-Unis pour compenser les

* Nouveau tirage pour raisons techniques le 15 décembre 2023.

contributions des Parties à la Convention, au Protocole de Cartagena et au Protocole de Nagoya pour l'exercice biennal 2023-2024 dans les domaines suivants : 160 000 dollars des États-Unis pour appuyer les travaux du Comité consultatif sur la mobilisation des ressources et du Groupe spécial d'experts techniques sur les indicateurs du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, établis respectivement dans les décisions 15/7 et 15/5 ; et 250 000 dollars des États-Unis aux fins de l'examen fonctionnel demandé au paragraphe 35 ci-dessous ;

5. *Exprime ses remerciements* au pays hôte, le Canada, pour son soutien renouvelé au secrétariat et se réjouit de la contribution financière de 2 112 535 dollars canadiens du pays hôte et de la Province de Québec pour l'année 2023 et de 2 153 215 dollars canadiens pour l'année 2024, couvrant le loyer et les dépenses connexes du secrétariat, qui seront répartis dans une proportion de 72:15:13 afin de compenser les contributions des Parties à la Convention, au Protocole de Cartagena et au Protocole de Nagoya, respectivement, pour l'exercice biennal 2023-2024 ;

6. *Note avec préoccupation* les travaux de rénovation en cours au centre de conférences de l'Organisation de l'aviation civile internationale et que, à titre exceptionnel, les réunions devront peut-être être déplacées vers un autre lieu, ce qui aura des incidences financières, dans le cadre actuel du budget adopté, et invite les Parties qui sont en mesure de le faire à manifester leur intérêt d'accueillir ces réunions ;

7. *Adopte* un barème de contribution pour la répartition des dépenses de 2023 et 2024, conforme au barème de contributions actuel des Nations Unies[†], présenté dans le tableau 6 de la présente décision ;

8. *Adopte également* le tableau sur les effectifs du secrétariat pour l'exercice biennal 2023-2024 (tableau 2 ci-dessous) utilisé à des fins d'estimation des coûts pour établir le budget général ;

9. *Rappelle* que la dotation en personnel du secrétariat doit se faire de façon à ce que toutes les obligations au titre de la Convention et de ses Protocoles soient respectées ;

10. *Prie* la Secrétaire exécutive de faire rapport au Bureau et de lui remettre toutes les informations requises, notamment en ce qui concerne les arrangements administratifs entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, afin que le Bureau joue un rôle de direction dans la préparation et la tenue des réunions de la Conférence des Parties ;

11. *Autorise* la Secrétaire exécutive à conclure des engagements jusqu'au niveau du budget approuvé, puisant dans les ressources financières disponibles, y compris les soldes non dépensés, les contributions des périodes financières précédentes et les revenus divers, conformément aux décisions de la Conférence des Parties et au règlement financier et règles de gestion financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et prie la Secrétaire exécutive de communiquer ces informations en temps voulu ;

12. *Autorise également* la Secrétaire exécutive à réattribuer les ressources au sein des programmes pour les principaux articles budgétaires indiqués dans le tableau 1b ci-dessous, jusqu'à concurrence de 15 pour cent du budget-programme total, sous réserve de l'application d'une limite supplémentaire pouvant atteindre 25 pour cent de chaque article budgétaire ;

13. *Prie instamment* la Secrétaire exécutive de continuer à réduire l'impact environnemental des activités du secrétariat et de rendre compte des mesures prises aux Conférences des Parties ;

14. *Prie* la Secrétaire exécutive, afin de renforcer encore les efforts visant à promouvoir la transparence et la redevabilité, de maintenir la partie du site Web de la Convention qui fournit des liens vers des informations actualisées concernant la gouvernance de la Convention, y compris, entre autres, les

[†] Conformément à la résolution 76/238 de l'Assemblée générale.

rapports d'audit complétés et acceptés, les règles et règlements financiers applicables et toute autre information budgétaire et financière pertinente pour faciliter les contrôles préalables et les décisions financières des Parties et d'autres donateurs potentiels ;

15. *Prie également* la Secrétaire exécutive, conformément à l'article 14 du règlement financier, de faire régulièrement procéder à un audit par le Bureau des services de contrôle interne et de demander au Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies de lui présenter des rapports sur le Programme des Nations Unies pour l'environnement, et de faire en sorte que ces rapports soient joints à la documentation de la prochaine réunion de la Conférence des Parties, accompagnés des réponses fournies par la direction ;

16. *Prie* en outre la Secrétaire exécutive de répondre promptement, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour l'environnement, aux observations et recommandations d'audit en suspens figurant à l'annexe II au document CBD/COP/15/7, et aux recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne en 2019 qui n'ont pas encore été traitées, et de présenter un rapport sur les mesures prises à la Conférence des Parties à sa seizième réunion ;

17. *Invite* toutes les Parties à la Convention à prendre note que les contributions aux budgets de base (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) sont dues le 1^{er} janvier de l'année pour laquelle les contributions ont été budgétisées, et à payer ces contributions dans les délais impartis, et *demande* à ce que les Parties soient informées du montant de leur contribution dès que possible au cours de l'année précédant l'année pour laquelle les contributions doivent être payées ;

18. *Note avec préoccupation* que plusieurs Parties n'ont pas payé leurs contributions aux budgets de base (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) pour 2022 et les années précédentes, et que certaines Parties n'ont jamais versé leurs contributions, et note également que conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public adoptées par les Nations Unies[‡], les arriérés évalués à 1 918 753 dollars des États-Unis pour la Convention, 556 128 dollars des États-Unis pour le Protocole de Cartagena et 275 653 dollars des États-Unis pour le Protocole de Nagoya étaient en souffrance à la fin de 2021 et sont soustraits du solde des fonds pour payer les créances douteuses, et ne peuvent donc pas être utilisées au profit des Parties respectives, et prie le Programme des Nations unies pour l'environnement d'accepter les contributions de toutes les Parties à la Convention en temps voulu ;

19. *Exhorte* les Parties qui n'ont pas encore versé leur contribution aux budgets de base (fonds d'affectation spéciale BY, BG, BB) pour 2022 et les années précédentes à le faire sans tarder et sans condition, et prie la Secrétaire exécutive de publier et de maintenir à jour les informations sur l'état des contributions versées aux fonds d'affectation spéciale de la Convention (BY, BG, BB, BE, BZ et VB) et de maintenir au courant les membres des Bureaux de la Convention et des Protocoles, afin qu'ils puissent fournir aux régions concernées des informations sur les contributions impayées et les conséquences de ceci, comme indiqué au paragraphe 21 ci-dessous ;

20. *Demande* au Programme des Nations Unies pour l'environnement, en sa qualité d'administrateur, d'utiliser toutes les voies diplomatiques disponibles afin de communiquer aux Parties les arriérés de contributions aux fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique (BY, BG et BB) pour 2022 et les années précédentes, afin que ces arriérés soient payés pour le bénéfice de toutes les Parties à la Convention et ses Protocoles, et prie la Secrétaire exécutive de faire rapport au Bureau de la Conférence des Parties sur l'état de ces arriérés à sa seizième réunion ;

21. *Confirme* qu'en ce qui concerne les contributions dues depuis le 1^{er} janvier 2005, les Parties dont les contributions sont en souffrance depuis plus de deux (2) ans ne seront pas admissibles à être membres du Bureau de la Convention, de ses Protocoles ou de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, ni à désigner un membre d'un comité chargé du respect

[‡] Voir la résolution 60/283 de l'Assemblée générale, partie IV.

des obligations, et décide que ceci ne s'appliquera qu'aux Parties qui ne sont pas des pays en développement ou des petits États insulaires en développement ;

22. *Autorise* la Secrétaire exécutive à conclure des arrangements avec toute Partie dont les contributions sont en souffrance depuis deux ans et plus, afin de convenir mutuellement d'un « calendrier de paiement » qui permettra d'éliminer les arriérés en six ans, selon la situation financière du pays dont la contribution est en souffrance, et de payer les futures contributions à la date fixée, et à rendre compte de ces arrangements au Bureau à sa prochaine réunion, ainsi qu'à la Conférence des Parties ;

23. *Décide* que toute Partie avec laquelle un arrangement a été conclu conformément au paragraphe 22 ci-dessus et qui respecte à la lettre les dispositions de cet arrangement, ne sera pas soumis aux dispositions du paragraphe 21 ci-dessus ;

24. *Prie* la Secrétaire exécutive et *prie* le président de la Conférence des Parties, dans une lettre commune, d'informer les Parties dont les contributions sont en souffrance et de leur demander de prendre des mesures immédiates, et de remercier les Parties qui ont répondu positivement à l'invitation de payer leurs contributions en souffrance ;

25. *Note* que les fonds d'affectation spéciale de la Convention et de ses Protocoles (BY, BG et BB) devraient être prolongés pour une période de deux ans, à savoir du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2025, et prie la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement de faire approuver cette prolongation par l'Assemblée générale des Nations Unies ;

26. *Prend acte* des estimations de financement pour le :

a) Fonds d'affectation spéciale volontaire (BE) pour les contributions à l'appui d'activités supplémentaires approuvées au titre de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles pour la période 2023-2024, inclus dans le tableau 3 ci-dessous ;

b) Fonds d'affectation spéciale (BZ) pour les contributions volontaires visant à faciliter la participation des Parties au processus de la Convention sur la diversité biologique) pour la période 2023-2024, figurant dans le tableau 4 ci-dessous ;

c) Fonds d'affectation spéciale volontaire (VB) pour les contributions visant à faciliter la participation des peuples autochtones et des communautés locales pour la période 2023-2024, figurant dans le tableau 5 ci-dessous ;

27. *Rappelle* l'article 30 du règlement intérieur de la Convention et souligne l'importance de la participation d'un grand nombre de Parties aux réunions des Parties à la Convention et ses Protocoles, notamment pour atteindre le niveau de 2/3 des Parties présentes nécessaire pour avoir un quorum de la réunion permettant de prendre des décisions ;

28. *Réaffirme* l'importance de la participation pleine et effective des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que des Parties à économie en transition, aux réunions des Parties à la Convention et ses Protocoles, et dans ce contexte, prie la Secrétaire exécutive de tenir compte des décisions pertinentes de la Conférence des Parties et des réunions des Parties aux Protocoles sur les réunions concomitantes et sur l'amélioration de l'efficacité des structures et des processus de la Convention et de ses Protocoles ;

29. *Encourage vivement* les pays développés Parties et les autres Parties qui sont en mesure de le faire, y compris dans le contexte de la coopération Sud-Sud, à fournir les ressources financières nécessaires au fonds d'affectation spéciale BZ, afin de faciliter la participation pleine et effective de représentants des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement parmi eux, ainsi que des Parties à économie en transition, aux réunions de la Conférence des Parties, de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties aux Protocoles, de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques,

du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'article 8 j) et les dispositions connexes de la Convention, et de l'Organe subsidiaire chargé de l'application ;

30. *Rappelle* le paragraphe 31 de la décision IX/34 et *prie* la Secrétaire exécutive, lors de l'allocation des ressources provenant du fonds d'affectation spéciale BZ, de continuer de donner la priorité aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement ;

31. *Encourage* les pays en développement Parties et les autres Parties qui sont en mesure de le faire à faciliter un engagement du secrétariat auprès d'autres donateurs éventuels au fonds d'affectation spéciale BZ, notamment les organismes privés et philanthropiques, afin d'aider à financer la participation des pays en développement admissibles aux réunions des Parties à la Convention et aux Protocoles ;

32. *Prie* la Secrétaire exécutive de rappeler aux Parties au mois de janvier de chaque exercice financier la nécessité de contribuer au fonds d'affectation spéciale BZ au moins six mois avant les réunions ordinaires des Parties à la Convention et ses Protocoles, de faire les demandes au mois de décembre de chaque année pour tous les besoins de toutes les réunions pertinentes au cours de l'année subséquente et d'émettre longtemps à l'avance une invitation à contribuer aux autres donateurs ;

33. *Prie également* la Secrétaire exécutive, en consultation avec le Bureau, de continuer à assurer le suivi de la disponibilité des contributions versées au fonds d'affectation spéciale BZ, en vue de permettre aux membres de ces bureaux de porter tout déficit de contribution à l'attention des Parties membres et des donateurs potentiels, selon qu'il convient, dans leurs régions ;

34. *Prie* en outre la Secrétaire exécutive, dans le cadre de la préparation des réunions de la Conférence des Parties et de ses Protocoles, de fournir une liste des travaux qui lui sont adressés dans les projets de recommandations et de décisions et de leurs répercussions, le cas échéant et selon qu'il convient, afin d'informer les Parties et sans préjudice des décisions de la Conférence des Parties ;

35. *Demande* à la Secrétaire exécutive, en préparation des réunions de la Conférence des Parties et de ses Protocoles, de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'article 8 j) et les dispositions connexes, et de l'Organe subsidiaire chargé de l'application, d'entreprendre un examen fonctionnel externe approfondi de la structure du secrétariat, en consultation avec la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et de la mise en œuvre du programme de travail du secrétariat, en tenant compte du cadre de budgétisation axé sur les résultats et de l'évaluation préliminaire des risques figurant dans le document CBD/COP/15/7/Add. 1, les recommandations du rapport d'audit du Bureau des services de contrôle interne et les risques identifiés, en vue d'actualiser sa structure et le classement des postes à la lumière du cadre mondial de la diversité biologique de Kunming-Montréal[§] et en mettant l'accent sur la mise en œuvre par les parties, à soumettre pour examen et suite à donner à la conférence des parties lors de sa seizième réunion ;

36. *Prie aussi* la Secrétaire exécutive de préparer et de remettre un programme de travail intégré actualisé et détaillé pour la période 2025-2026 établissant les objectifs, les tâches à exécuter par le secrétariat et les résultats escomptés pour chaque poste budgétaire de la Convention et de ses Protocoles, aux fins d'examen par la Conférence des Parties à la Convention et des Parties à ses Protocoles à leurs prochaines réunions, et un budget-programme correspondant respectant le modèle de budget-programme proposé pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement, y compris la déclaration d'information complémentaire pour l'exercice biennal, avec deux variantes, compte tenu de la liste demandée au paragraphe 34 ci-dessus :

a) Maintenir le budget-programme (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) au niveau total de 2023-2024 en valeur réelle, moins le montant des soldes non dépensés utilisés pour l'exercice biennal 2023-2024 ;

[§] Décision 15/4, annexe.

b) Maintenir le budget-programme (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) au niveau total de 2023-2024 en valeur nominale, moins le montant des soldes non dépensés utilisés pour l'exercice biennal 2023-2024 ;

37. *Prie également* la Secrétaire exécutive de prendre toutes les mesures possibles pour améliorer l'efficacité et l'efficience du secrétariat, et de tenir compte de ces mesures dans les deux scénarios ci-dessus ;

38. *Prie en outre* la Secrétaire exécutive de faire rapport à la Conférence des Parties à la Convention et à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties à ses Protocoles à leurs prochaines réunions sur les revenus et l'exécution du budget, les soldes non dépensés et l'état des surplus et des reports, ainsi que tous les rajustements au budget pour la période 2023-2024 ;

39. *Note avec préoccupation* que les documents budgétaires ont été remis en retard avant la quinzième réunion de la Conférence des Parties, et prie instamment la Secrétaire exécutive de prendre les mesures nécessaires pour que les documents de la seizième réunion de la Conférence des Parties soient distribués dans le plein respect des règles en vigueur, et de tenir le Bureau informé de l'état d'avancement de l'établissement du budget.

Tableau 1a. Budget biennal du Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour la période 2023-2024 (par poste de dépense)

| <i>Poste de dépense</i> | <i>2023</i> | <i>2024</i> | <i>Total</i> |
|---|--|-----------------|-----------------|
| | <i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i> | | |
| A. Dépenses de personnel | 11 890,2 | 12 267,1 | 24 157,3 |
| B. Personnel temporaire/heures supplémentaires | 100,0 | 100,0 | 200,0 |
| C. Consultants/sous-traitants | 50,0 | 50,0 | 100,0 |
| D. Formation | 5,0 | 5,0 | 10,0 |
| E. Examen structurel | 250,0 | 0,0 | 250,0 |
| F. Réunions du Bureau | 108,0 | 170,9 | 278,9 |
| G. Réunions d'experts | 130,0 | 350,0 | 480,0 |
| H. Réunions des organismes intergouvernementaux* | 2 241,6 | 3 343,0 | 5 584,6 |
| I. Matériel de sensibilisation du public/communications | 50,0 | 50,0 | 100,0 |
| J. Traduction du site Web du Centre d'échange/projets du site Web | 65,0 | 65,0 | 130,0 |
| K. Voyages en mission officielle | 320,0 | 320,0 | 640,0 |
| L. Loyers et frais connexes | 1 445,7 | 1 473,0 | 2 918,7 |
| M. Technologie de l'information | 65,0 | 65,0 | 130,0 |
| N. Dépenses générales de fonctionnement | 726,6 | 726,6 | 1 453,2 |
| Sous-total (I) | 17 447,1 | 18 985,6 | 36 432,7 |
| II. Dépenses d'appui au programme (13 %) | 2 268,1 | 2 468,1 | 4 736,2 |
| Sous-total (I + II) | 19 715,2 | 21 453,7 | 41 168,9 |
| III. Réserve de fonds de roulement | 216,4 | 260,8 | 477,2 |
| Total général (I+II + III) | 19 931,6 | 21 714,5 | 41 646,1 |
| Part de la Convention dans le budget intégré (72%) | 14 350,8 | 15 634,4 | 29 985,2 |
| Moins les contributions du pays hôte | -1 176,2 | -1 198,4 | -2 374,6 |
| Moins l'utilisation des réserves | -147,6 | -147,6 | -295,2 |
| Total net (à répartir entre les Parties) | 13 026,9 | 14 288,4 | 27 315,4 |

* Réunions financées à partir du budget de base

Douzième réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'article 8 j) et les dispositions connexes.

Vingt-cinquième et vingt-sixième réunions de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques.

Quatrième et cinquième réunions de l'Organe subsidiaire chargé de l'application.

Seizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention / Onzième réunion des Parties au Protocole de Cartagena / Cinquième réunion des Parties au Protocole de Nagoya tenues simultanément.

Tableau 1b. Budget biennal intégré des Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour la période 2023-2024

| | 2023 | 2024 | 2023-2024 |
|---|--|-----------------|-----------------|
| | <i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i> | | |
| A. Organes directeurs et organes subsidiaires | 2 479,6 | 3 863,9 | 6 343,5 |
| B. Direction exécutive et administration | 2 909,8 | 3 028,0 | 5 937,8 |
| C. Programme de travail | 8 909,1 | 9 094,9 | 18 004,0 |
| D. Appui administratif | 3 148,6 | 2 998,8 | 6 147,4 |
| Sous-total | 17 447,1 | 18 985,6 | 36 432,7 |
| Dépenses d'appui au programme | 2 268,1 | 2 468,1 | 4 736,2 |
| Réserve de fonds de roulement | 216,4 | 260,8 | 477,2 |
| Total général | 19 931,6 | 21 714,5 | 41 646,1 |
| Part de la Convention dans le budget intégré (72%) | 14 350,8 | 15 634,4 | 29 985,2 |
| Moins les contributions du pays hôte | -1 176,2 | -1 198,4 | -2 374,6 |
| Moins l'utilisation des réserves | -147,6 | -147,6 | -295,2 |
| Total net (à répartir entre les Parties) | 13 027,0 | 14 288,4 | 27 315,4 |

Tableau 2. Besoins en effectifs du secrétariat financés par les budgets de base de la Convention et de ses Protocoles pour la période 2023-2024

| Catégorie et niveau | Approuvé pour 2022 | Approuvé pour 2023-2024 |
|-----------------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| Professionnel et supérieur | | |
| ASG | 1 | 1 |
| D-1 | 3 | 3 |
| P-5 | 10 | 10 |
| P-4 | 13 | 14 |
| P-3 | 13 | 15 |
| P-2/1 | 9 | 10 |
| Sous-total | 49 | 53 |
| Service général | 29 | 29 |
| Total | 78 | 82 |

* Nouveaux postes approuvés par la COP 15 : Responsable de gestion de programme - Budgétisation axée sur les résultats (P-4) ; Responsable de gestion de programme - Suivi (P-3) ; Responsable de programme - Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (P-3) ; Responsable financier associé (P-2).

Tableau 3. Ressources nécessaires au titre du Fonds spécial d'affectation volontaire (BE) pour les contributions à l'appui des activités supplémentaires approuvées de la Convention sur la diversité biologique et de ses Protocoles pour la période 2023-2024

A. Convention sur la diversité biologique

(Dollars des États-Unis)

| Contrats de consultants et autres contrats | |
|---|------------------|
| Article 8 j) | 100 000 |
| Activités et intégration | 100 000 |
| Renforcement des capacités et coopération technique et scientifique | 486 000 |
| Communication | 420 000 |
| Conservation et utilisation durable de la biodiversité marine et côtière | 52 000 |
| Coopération avec d'autres conventions et organisations internationales | 50 000 |
| Information de séquençage numérique des ressources génétiques (Études) | 405 000 |
| Information de séquençage numérique des ressources génétiques (Soutien général) | 52 000 |
| Zones marines d'importance écologique ou biologique | 26 000 |
| Efficacité du processus | 180 000 |
| Participation des gouvernements infranationaux et des villes | 215 000 |
| Mécanisme financier | 350 000 |
| Cadre mondial de la biodiversité - facilitation de la mise en œuvre/engagement | 100 000 |
| Plan d'action pour l'égalité des sexes | 50 000 |
| Santé | 60 000 |
| Espèces exotiques envahissantes | 81 000 |
| Peuples autochtones et communautés locales | 20 000 |
| Gestion des connaissances et mécanisme d'échange d'informations | 720 000 |
| Suivi - cadre mondial biodiversité de Kunming-Montréal | 60 000 |
| Planification, suivi, rapports et examen | 100 000 |
| Mobilisation des ressources | 330 000 |
| Faune et flore sauvages durables | 10 000 |
| Biologie synthétique | 60 000 |
| Sous-total | 4 027 000 |
| Déplacements du personnel | |
| Biodiversité et agriculture | 20 000 |
| Biodiversité et changements climatiques | 20 000 |
| Biodiversité et santé | 20 000 |
| Participation du secteur privé | 30 000 |
| Renforcement des capacités et coopération technique et scientifique | 60 000 |
| Communication | 50 000 |
| Conservation et utilisation durable de la biodiversité marine et côtière | 18 000 |
| Coopération avec d'autres conventions et organisations internationales | 50 000 |
| Efficacité du processus | 15 000 |
| Participation des gouvernements infranationaux et des villes | 55 000 |
| Cadre mondial de la biodiversité - facilitation de la mise en œuvre/engagement | 50 000 |
| Plan d'action pour l'égalité entre les hommes et les femmes | 20 000 |
| Espèces exotiques envahissantes | 20 000 |
| IPBES | 20 000 |
| Peuples autochtones et communautés locales | 20 000 |
| Suivi - Cadre mondial de la biodiversité | 40 000 |
| Planification, suivi, rapports et examen | 50 000 |

| | |
|---|------------------|
| Mobilisation des ressources | 20 000 |
| Faune et flore sauvages durables | 20 000 |
| Biologie synthétique | 40 000 |
| Sous-total | 638 000 |
| Ateliers | |
| Article 8 j) | 373 000 |
| Renforcement des capacités et coopération technique et scientifique | 705 000 |
| Conservation et utilisation durable de la biodiversité marine et côtière | 263 000 |
| Zones marines d'importance écologique ou biologique | 263 000 |
| Participation des gouvernements infranationaux et des villes | 70 000 |
| Cadre mondial de la biodiversité - facilitation de la mise en œuvre/engagement | 200 000 |
| Plan d'action sur l'égalité des sexes | 80 000 |
| Gestion des connaissances et mécanisme d'échange d'informations | 550 000 |
| Peuples autochtones et communautés locales | 190 000 |
| Nature et culture | 190 000 |
| Planification, suivi, rapports et examen | 162 500 |
| Biologie synthétique | 131 500 |
| Sous-total | 3 178 000 |
| Réunions et comités d'experts | |
| Article 8 j) | 157 000 |
| Communication | 75 000 |
| Plan d'action pour l'égalité des sexes | 80 000 |
| Suivi - cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal | 70 000 |
| Mobilisation des ressources | 600 000 |
| Biologie synthétique | 294 000 |
| Sous-total | 1 276 000 |
| Autres coûts | |
| Renforcement des capacités et coopération technique et scientifique | 100 000 |
| Communication | 100 000 |
| Participation des gouvernements infranationaux et des villes | 60 000 |
| Mécanisme financier | 50 000 |
| Plan d'action pour l'égalité des sexes | 10 000 |
| Espèces exotiques envahissantes | 15 000 |
| Planification, suivi, rapports et examen | 100 000 |
| Sous-total | 435 000 |
| Ressources humaines | |
| Chargé de programme - Communication (P-3) | 252 000 |
| Chargé de programme - Information de séquençage numérique sur les ressources génétiques (P-4) | 330 000 |
| Chargé de programme - Intégration de la biodiversité (P-4) | 330 000 |
| Chargé de programme - Biodiversité et entreprises (P-3) | 252 000 |
| Chargé de programme - Une seule santé (P-3) | 252 000 |
| Fonctionnaire principal chargé de la gestion des programmes (P-5) | 380 400 |
| Assistant de programme (G-6) | 113 000 |
| Chargé de programme - Appui aux rapports et au SPANB (P-4) | 330 000 |
| Chargé de programme - Suivi (P-4) | 330 000 |
| Chargé de programme - Suivi (P-2) | 218 700 |
| Chargé de programme - Coopération (P-3) | 252 000 |
| Chargé de programme (P-3) - Participation des gouvernements infranationaux et des villes | 252 000 |
| Appui au programme - Nature et culture (G-7) | 113 000 |
| Chargé de programme - Utilisation durable (P-3) | 252 000 |

| | |
|--|-------------------|
| Appui au programme - Mobilisation des ressources (G-7) | 113 000 |
| Appui au programme RBB (G-6/G-5), 2 postes | 226 000 |
| Assistants de réunion (G-6), 5 postes | 565 000 |
| Chargé de programme - Restauration (P-3) | 252 000 |
| Administrateur de programme junior - Informations de séquençage numérique (P-2) | 218 700 |
| Chargé de programme - Taxonomie mondiale/Conservation basée sur les espèces (P-3) | 252 000 |
| Chargé de programme - Mobilisation des ressources (P-4) | 330 000 |
| Chargé de programme - Coopération technique scientifique (P-4) | 330 000 |
| Chargé de programme - Mécanisme financier (P-3) | 252 000 |
| Sous-total | 6 195 800 |
| Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'information de séquençage numérique sur les ressources génétiques*. | |
| Groupe de travail ad hoc à composition non limitée sur l'information de séquençage numérique | 780 000 |
| Sous-total | 780 000 |
| Sous-total I (Convention sur la diversité biologique) | 16 529 800 |
| II. Coûts d'appui au programme (13%) | 2 148 874 |
| COÛT TOTAL (I + II) (Convention sur la diversité biologique) | 18 678 674 |

B. Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

(Dollars des États-Unis)

| | |
|---|---------|
| Services de consultants | |
| Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques | 100 000 |
| Respect des normes | 30 000 |
| Mécanisme financier et mobilisation des ressources | 60 000 |
| Plan de mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques | 100 000 |
| Suivi et rapports (article 33) | 26 800 |
| Considérations socio-économiques | 30 000 |
| Appui à la ratification du Protocole additionnel sur la responsabilité et la réparation | 10 000 |
| Évaluation et gestion des risques | 160 000 |
| Sous-total | 516 800 |
| Voyages officiels | |
| Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques | 30 000 |
| Appui à la ratification du Protocole additionnel sur la responsabilité et la réparation | 75 000 |
| Évaluation et gestion des risques | 40 000 |
| Sous-total | 145 000 |
| Ressources en personnel | |
| Chargé de programme adjoint pour la prévention des risques biotechnologiques (P-2) | 218 700 |
| Sous-total | 218 700 |
| Ateliers | |
| Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques | 103 000 |
| Plan de mise en œuvre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques | 250 000 |
| Appui à la ratification du Protocole additionnel sur la responsabilité et la réparation | 351 000 |
| Évaluation et gestion des risques | 234 000 |
| Sous-total | 938 000 |
| Réunions d'experts | |
| Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques | 40 000 |

| | |
|---|------------------|
| Détection et identification des organismes vivants modifiés | 234 000 |
| Sous-total | 274 000 |
| Sous-total I (Protocole de Cartagena) | 2 092 500 |
| II. Coûts d'appui au programme (13%) | 272 025 |
| COÛT TOTAL (I + II) (Protocole de Cartagena) | 2 364 525 |

C. Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages

(Dollars des États-Unis)

| Services de consultants | |
|---|------------------|
| Renforcement des capacités, développement des capacités et sensibilisation | 80 000 |
| Centre d'échange sur l'APA et partage d'informations | 100 000 |
| Mécanisme financier et ressources | 50 000 |
| Sous-total | 230 000 |
| Voyages officiels | |
| Centre d'échange et d'information sur l'APA | 30 000 |
| Sous-total | 30 000 |
| Ressources en personnel | |
| Administrateur de programme (P-3) | 252 000 |
| Administrateur de programme - Renforcement des capacités en matière d'APA (P-3) | 252 000 |
| Sous-total | 504 000 |
| Ateliers | |
| Centre d'échange sur l'APA et partage d'informations | 250 000 |
| Sous-total | 250 000 |
| Autres coûts | |
| Renforcement des capacités, développement des capacités et sensibilisation | 10 000 |
| Centre d'échange sur l'APA et partage d'informations | 6 000 |
| Sous-total | 16 000 |
| Sous-total I (Protocole de Nagoya) | 1 030 000 |
| II. Coûts d'appui au programme (13%) | 133 900 |
| COÛT TOTAL (I + II) (Protocole de Nagoya) | 1 163 900 |

| | |
|---|-------------------|
| Convention sur la diversité biologique | 18 678 674 |
| Protocole de Cartagena | 2 364 525 |
| Protocole de Nagoya | 1 163 900 |
| Total général (y compris les coûts d'appui au programme) | 22 207 099 |

Tableau 4. Besoins en ressources du Fonds d'affectation spéciale (BZ) pour les contributions volontaires visant à faciliter la participation des Parties au processus de la Convention sur la diversité biologique pour la période 2023-2024

| <i>Description des réunions</i> | <i>2019-2020</i> <i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i> |
|--|--|
| I. Réunions | |
| COP-16, COP-MOP 11 du Protocole de Cartagena et COP-MOP 5 du Protocole de Nagoya* | 2 621,50 |
| Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA 25 et SBSTTA 26)** | 1 796,40 |
| Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'article 8 j) et les dispositions connexes (WG8 j) - 12)** | 853,2 |
| Organe subsidiaire chargé de l'application (SBI 4 et SBI 5)*** | 1 638,9 |
| Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'information de séquençage numérique sur les ressources génétiques*** | 695,7 |
| Sous-total des coûts | 7 605,7 |
| II. Dépenses d'appui au programme | 998,7 |
| Coût total (I+II) | 8 604,4 |

*Trois délégués financés pour chaque Partie admissible

**Deux délégués financés pour chaque Partie admissible (réunion SBSTTA 25 immédiatement après la réunion du Groupe de travail sur l'article 8 j), et réunion SBSTTA 26 immédiatement après la réunion SBI 4)

*** Deux délégués financés pour chaque Partie admissible (réunion SBI 5 immédiatement après la réunion du Groupe de travail sur l'information de séquençage numérique)

Tableau 5. Fonds d'affectation spéciale volontaire (VB) pour les contributions visant à faciliter la participation des peuples autochtones et des communautés locales pour la période 2023-2024

| <i>Description</i> | <i>2023-2024</i> <i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i> |
|---|--|
| I. Réunions : | |
| Appui aux peuples autochtones et aux communautés locales* | 792,4 |
| Sous-total | 792,4 |
| II. Dépenses d'appui au programme | 103,0 |
| Total des coûts (I+II) | 895,4 |

*Deux participants financés dans chaque région

Tableau 6. Contributions au Fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour l'exercice biennal 2023-2024**

| Partie | Barème des quotes-parts pour 2022-2024 | Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 % | Contributions dues au 1^{er} janvier 2023 (USD) | Contributions dues au 1^{er} janvier 2024 (USD) | Total 2023-2024 (USD) |
|---------------------------------|---|--|--|--|----------------------------------|
| Afghanistan | 0,006 | 0,008 | 977 | 1 072 | 2 049 |
| Afrique du Sud | 0,244 | 0,305 | 39 735 | 43 582 | 83 317 |
| Albanie | 0,008 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Algérie | 0,109 | 0,136 | 17 750 | 19 469 | 37 220 |
| Allemagne | 6,111 | 7,639 | 995 159 | 1 091 526 | 2 086 685 |
| Andorre | 0,005 | 0,006 | 814 | 893 | 1 707 |
| Angola | 0,010 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Arabie saoudite | 1,184 | 1,480 | 192 811 | 211 482 | 404 293 |
| Argentine | 0,719 | 0,899 | 117 087 | 128 425 | 245 512 |
| Arménie | 0,007 | 0,009 | 1 140 | 1 250 | 2 390 |
| Australie | 2,111 | 2,639 | 343 770 | 377 060 | 720 830 |
| Autriche | 0,679 | 0,849 | 110 573 | 121 281 | 231 854 |
| Azerbaïdjan | 0,030 | 0,038 | 4 885 | 5 358 | 10 244 |
| Bahamas | 0,019 | 0,024 | 3 094 | 3 394 | 6 488 |
| Bahreïn | 0,054 | 0,068 | 8 794 | 9 645 | 18 439 |
| Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Barbade | 0,008 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Bélarus | 0,041 | 0,051 | 6 677 | 7 323 | 14 000 |
| Belgique | 0,828 | 1,035 | 134 837 | 147 895 | 282 732 |
| Belize | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Bénin | 0,005 | 0,006 | 814 | 893 | 1 707 |
| Bhoutan | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,019 | 0,024 | 3 094 | 3 394 | 6 488 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,012 | 0,015 | 1 954 | 2 143 | 4 098 |
| Botswana | 0,015 | 0,019 | 2 443 | 2 679 | 5 122 |
| Brésil | 2,013 | 2,516 | 327 811 | 359 555 | 687 366 |
| Brunéi Darussalam | 0,021 | 0,026 | 3 420 | 3 751 | 7 171 |
| Bulgarie | 0,056 | 0,070 | 9 119 | 10 003 | 19 122 |
| Burkina Faso | 0,004 | 0,005 | 651 | 714 | 1 366 |
| Burundi | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Cabo Verde | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Cambodge | 0,007 | 0,009 | 1 140 | 1 250 | 2 390 |
| Cameroun | 0,013 | 0,016 | 2 117 | 2 322 | 4 439 |
| Canada | 2,628 | 3,285 | 427 962 | 469 404 | 897 367 |
| Chili | 0,420 | 0,525 | 68 396 | 75 019 | 143 415 |
| Chine | 15,254 | 19,069 | 2 484 070 | 2 724 617 | 5 208 688 |
| Chypre | 0,036 | 0,045 | 5 862 | 6 430 | 12 293 |
| Colombie | 0,246 | 0,308 | 40 060 | 43 940 | 84 000 |
| Comores | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Congo | 0,005 | 0,006 | 814 | 893 | 1 707 |
| Costa Rica | 0,069 | 0,086 | 11 236 | 12 325 | 23 561 |
| Côte d'Ivoire | 0,022 | 0,028 | 3 583 | 3 930 | 7 512 |
| Croatie | 0,091 | 0,114 | 14 819 | 16 254 | 31 073 |
| Cuba | 0,095 | 0,119 | 15 470 | 16 969 | 32 439 |
| Danemark | 0,553 | 0,691 | 90 054 | 98 775 | 188 829 |

** Conformément à la résolution 76/238 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

| Partie | Barème des quotes-parts pour 2022-2024 | Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 % | Contributions dues au 1^{er} janvier 2023 (USD) | Contributions dues au 1^{er} janvier 2024 (USD) | Total 2023-2024 (USD) |
|--------------------------------|---|--|--|--|------------------------------|
| Djibouti | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Dominique | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Égypte | 0,139 | 0,174 | 22 636 | 24 828 | 47 463 |
| El Salvador | 0,013 | 0,016 | 2 117 | 2 322 | 4 439 |
| Émirats arabes unis | 0,635 | 0,794 | 103 408 | 113 422 | 216 829 |
| Équateur | 0,077 | 0,096 | 12 539 | 13 753 | 26 293 |
| Érythrée | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Espagne | 2,134 | 2,668 | 347 516 | 381 168 | 728 684 |
| Estonie | 0,044 | 0,055 | 7 165 | 7 859 | 15 024 |
| Eswatini | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| État de Palestine | 0,011 | 0,014 | 1 791 | 1 965 | 3 756 |
| Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Fédération de Russie | 1,866 | 2,333 | 303 873 | 333 299 | 637 171 |
| Fidji | 0,004 | 0,005 | 651 | 714 | 1 366 |
| Finlande | 0,417 | 0,521 | 67 907 | 74 483 | 142 390 |
| France | 4,318 | 5,398 | 703 174 | 771 266 | 1 474 440 |
| Gabon | 0,013 | 0,016 | 2 117 | 2 322 | 4 439 |
| Gambie | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Géorgie | 0,008 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Ghana | 0,024 | 0,030 | 3 908 | 4 287 | 8 195 |
| Grèce | 0,325 | 0,406 | 52 925 | 58 050 | 110 976 |
| Grenade | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Guatemala | 0,041 | 0,051 | 6 677 | 7 323 | 14 000 |
| Guinée | 0,003 | 0,004 | 489 | 536 | 1 024 |
| Guinée équatoriale | 0,012 | 0,015 | 1 954 | 2 143 | 4 098 |
| Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Guyana | 0,004 | 0,005 | 651 | 714 | 1 366 |
| Haïti | 0,006 | 0,008 | 977 | 1 072 | 2 049 |
| Honduras | 0,009 | 0,011 | 1 466 | 1 608 | 3 073 |
| Hongrie | 0,228 | 0,285 | 37 129 | 40 725 | 77 854 |
| Îles Cook | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Îles Marshall | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Îles Salomon | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Inde | 1,044 | 1,305 | 170 012 | 186 476 | 356 488 |
| Indonésie | 0,549 | 0,686 | 89 403 | 98 061 | 187 464 |
| Iran (République islamique d') | 0,371 | 0,464 | 60 416 | 66 267 | 126 683 |
| Iraq | 0,128 | 0,160 | 20 844 | 22 863 | 43 707 |
| Irlande | 0,439 | 0,549 | 71 490 | 78 413 | 149 903 |
| Islande | 0,036 | 0,045 | 5 862 | 6 430 | 12 293 |
| Israël | 0,561 | 0,701 | 91 357 | 100 204 | 191 561 |
| Italie | 3,189 | 3,987 | 519 320 | 569 608 | 1 088 928 |
| Jamaïque | 0,008 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Japon | 8,033 | 10,042 | 1 308 151 | 1 434 827 | 2 742 978 |
| Jordanie | 0,022 | 0,028 | 3 583 | 3 930 | 7 512 |
| Kazakhstan | 0,133 | 0,166 | 21 659 | 23 756 | 45 415 |
| Kenya | 0,030 | 0,038 | 4 885 | 5 358 | 10 244 |
| Kirghizistan | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Kiribati | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Koweït | 0,234 | 0,293 | 38 106 | 41 796 | 79 903 |
| Lesotho | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Lettonie | 0,050 | 0,063 | 8 142 | 8 931 | 17 073 |

| Partie | Barème des quotes-parts pour 2022-2024 | Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 % | Contributions dues au 1^{er} janvier 2023 (USD) | Contributions dues au 1^{er} janvier 2024 (USD) | Total 2023-2024 (USD) |
|----------------------------------|---|--|--|--|------------------------------|
| Liban | 0,036 | 0,045 | 5 862 | 6 430 | 12 293 |
| Liberia | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Libye | 0,018 | 0,023 | 2 931 | 3 215 | 6 146 |
| Liechtenstein | 0,010 | 0,013 | 1 628 | 1 786 | 3 415 |
| Lituanie | 0,077 | 0,096 | 12 539 | 13 753 | 26 293 |
| Luxembourg | 0,068 | 0,085 | 11 074 | 12 146 | 23 220 |
| Macédoine du Nord | 0,007 | 0,009 | 1 140 | 1 250 | 2 390 |
| Madagascar | 0,004 | 0,005 | 651 | 714 | 1 366 |
| Malaisie | 0,348 | 0,435 | 56 671 | 62 159 | 118 829 |
| Malawi | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Maldives | 0,004 | 0,005 | 651 | 714 | 1 366 |
| Mali | 0,005 | 0,006 | 814 | 893 | 1 707 |
| Malte | 0,019 | 0,024 | 3 094 | 3 394 | 6 488 |
| Maroc | 0,055 | 0,069 | 8 957 | 9 824 | 18 781 |
| Maurice | 0,019 | 0,024 | 3 094 | 3 394 | 6 488 |
| Mauritanie | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Mexique | 1,221 | 1,526 | 198 836 | 218 091 | 416 927 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Monaco | 0,011 | 0,014 | 1 791 | 1 965 | 3 756 |
| Mongolie | 0,004 | 0,005 | 651 | 714 | 1 366 |
| Monténégro | 0,004 | 0,005 | 651 | 714 | 1 366 |
| Mozambique | 0,004 | 0,005 | 651 | 714 | 1 366 |
| Myanmar | 0,010 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Namibie | 0,009 | 0,011 | 1 466 | 1 608 | 3 073 |
| Nauru | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Népal | 0,010 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Nicaragua | 0,005 | 0,006 | 814 | 893 | 1 707 |
| Niger | 0,003 | 0,004 | 489 | 536 | 1 024 |
| Nigeria | 0,182 | 0,228 | 29 638 | 32 508 | 62 146 |
| Nioué | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Norvège | 0,679 | 0,849 | 110 573 | 121 281 | 231 854 |
| Nouvelle-Zélande | 0,309 | 0,386 | 50 320 | 55 193 | 105 512 |
| Oman | 0,111 | 0,139 | 18 076 | 19 826 | 37 902 |
| Ouganda | 0,010 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Ouzbékistan | 0,027 | 0,034 | 4 397 | 4 823 | 9 220 |
| Pakistan | 0,114 | 0,143 | 18 565 | 20 362 | 38 927 |
| Palaos | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Panama | 0,090 | 0,113 | 14 656 | 16 075 | 30 732 |
| Papouasie - Nouvelle-Guinée | 0,010 | 0,013 | 1 628 | 1 786 | 3 415 |
| Paraguay | 0,026 | 0,033 | 4 234 | 4 644 | 8 878 |
| Pays-Bas | 1,377 | 1,721 | 224 241 | 245 955 | 470 196 |
| Pérou | 0,163 | 0,204 | 26 544 | 29 115 | 55 659 |
| Philippines | 0,212 | 0,265 | 34 524 | 37 867 | 72 390 |
| Pologne | 0,837 | 1,046 | 136 303 | 149 502 | 285 805 |
| Portugal | 0,353 | 0,441 | 57 485 | 63 052 | 120 537 |
| Qatar | 0,269 | 0,336 | 43 806 | 48 048 | 91 854 |
| République arabe syrienne | 0,009 | 0,011 | 1 466 | 1 608 | 3 073 |
| République centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| République de Corée | 2,574 | 3,218 | 419 169 | 459 759 | 878 928 |
| République de Moldova | 0,005 | 0,006 | 814 | 893 | 1 707 |
| République démocratique du Congo | 0,010 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |

| Partie | Barème des quotes-parts pour 2022-2024 | Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 % | Contributions dues au 1 ^{er} janvier 2023 (USD) | Contributions dues au 1 ^{er} janvier 2024 (USD) | Total 2023-2024 (USD) |
|--|--|---|--|--|-----------------------|
| République démocratique populaire lao | 0,007 | 0,009 | 1 140 | 1 250 | 2 390 |
| République dominicaine | 0,067 | 0,084 | 10 911 | 11 967 | 22 878 |
| République populaire démocratique de | 0,005 | 0,006 | 814 | 893 | 1 707 |
| République tchèque | 0,340 | 0,425 | 55 368 | 60 730 | 116 098 |
| République-Unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Roumanie | 0,312 | 0,390 | 50 808 | 55 728 | 106 537 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et | 4,375 | 5,469 | 712 456 | 781 448 | 1 493 904 |
| Rwanda | 0,003 | 0,004 | 489 | 536 | 1 024 |
| Sainte-Lucie | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Saint-Marin | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Samoa | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Sénégal | 0,007 | 0,009 | 1 140 | 1 250 | 2 390 |
| Serbie | 0,032 | 0,040 | 5 211 | 5 716 | 10 927 |
| Seychelles | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Singapour | 0,504 | 0,630 | 82 075 | 90 023 | 172 098 |
| Slovaquie | 0,155 | 0,194 | 25 241 | 27 686 | 52 927 |
| Slovénie | 0,079 | 0,099 | 12 865 | 14 111 | 26 976 |
| Somalie | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Soudan | 0,010 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Soudan du Sud | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Sri Lanka | 0,045 | 0,056 | 7 328 | 8 038 | 15 366 |
| Suède | 0,871 | 1,089 | 141 840 | 155 575 | 297 415 |
| Suisse | 1,134 | 1,418 | 184 669 | 202 551 | 387 220 |
| Suriname | 0,003 | 0,004 | 489 | 536 | 1 024 |
| Tadjikistan | 0,003 | 0,004 | 489 | 536 | 1 024 |
| Tchad | 0,003 | 0,004 | 489 | 536 | 1 024 |
| Thaïlande | 0,368 | 0,460 | 59 928 | 65 731 | 125 659 |
| Timor-Oriental | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Togo | 0,002 | 0,003 | 326 | 357 | 683 |
| Tonga | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Trinité-et-Tobago | 0,037 | 0,046 | 6 025 | 6 609 | 12 634 |
| Tunisie | 0,019 | 0,024 | 3 094 | 3 394 | 6 488 |
| Türkiye | 0,845 | 1,056 | 137 606 | 150 931 | 288 537 |
| Turkménistan | 0,034 | 0,043 | 5 537 | 6 073 | 11 610 |
| Tuvalu | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Ukraine | 0,056 | 0,070 | 9 119 | 10 003 | 19 122 |
| Union européenne | | 2,500 | 325 673 | 357 210 | 682 884 |
| Uruguay | 0,092 | 0,115 | 14 982 | 16 433 | 31 415 |
| Vanuatu | 0,001 | 0,001 | 163 | 179 | 341 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 0,175 | 0,219 | 28 498 | 31 258 | 59 756 |
| Viet Nam | 0,093 | 0,116 | 15 145 | 16 611 | 31 756 |
| Yémen | 0,008 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Zambie | 0,008 | 0,010 | 1 303 | 1 429 | 2 732 |
| Zimbabwe | 0,007 | 0,009 | 1 140 | 1 250 | 2 390 |
| Total | 78,013 | 100 | 13 026 935 | 14 288 410 | 27 315 345 |
